

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 134 (1989)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Tour d'horizon  
**Autor:** Chouet, Jean-Jacques  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-344891>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 18.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Cartes sur table! Fin novembre 1988, l'OTAN publie, en prévision des négociations à venir sur le désarmement en Europe, un inventaire comparatif des forces classiques en présence entre l'Atlantique et l'Oural. Ce document fait ressortir la grave disproportion numérique dont bénéficie la puissance militaire de l'Est; il n'apprend donc rien à personne, mais on espère, à Bruxelles, qu'il incitera les Soviétiques à produire leurs propres chiffres. Sur leur lancée, les ministres occidentaux de la Défense, constatant que l'URSS continue d'affecter plus de 15% de son produit national brut à l'entretien et à la modernisation de moyens nucléaires et classiques organisés en vue de l'offensive, pressent le Kremlin de faire enfin passer dans les faits son intention déclarée d'adopter une doctrine militaire défensive et d'y adapter sa production d'armements et la structure de ses forces armées.

On est au 2 décembre. Le 7, dans un discours à l'ONU, M. Gorbatchev riposte à sa manière: esquivé et contre-attaque; il annonce, pour 1991, le retrait et la dissolution de 6 des 16 divisions blindées que l'URSS stationne en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie et en Hongrie (rien en Pologne), ainsi que de quelques formations aéroportées. En tout, quelque 10 000 chars, 8500 canons et 800 avions. Au total, et y compris ceux

qui se trouvent en Extrême-Orient, les effectifs soviétiques devraient être réduits d'environ 500 000 hommes – un dixième –, la capacité de défense de l'URSS et de ses alliés devant être évidemment maintenue.

Les promesses de M. Gorbatchev ont été naturellement accueillies avec satisfaction en Occident, et avec une confiance accentuée en Allemagne fédérale. La première euphorie dissipée, les partenaires de l'URSS se sont tout de même mis à réfléchir. Pour observer d'abord qu'il convenait de voir si les actes suivraient les paroles; pour constater ensuite que les Soviétiques doublaient la puissance de feu et la précision de leurs fusées intercontinentales et commençaient tout juste à installer les plus grosses d'entre elles, les SS-18 à 10 têtes capables d'atteindre les silos nucléaires américains; pour s'incliner enfin devant cette évidence: à supposer que l'URSS tienne les engagements de Gorbatchev, une asymétrie périlleuse subsistera entre les forces en présence. «Mon problème, a dit à Genève le général Galvin, commandant en chef de l'OTAN, est ce qui reste et non ce qu'on enlève.» Aussi l'Alliance atlantique a-t-elle promptement réagi en proposant une série de mesures vérifiables tendant à atteindre, dans le domaine des forces classiques, une parité réelle avec des arsenaux réduits.

Les choses en étant là, et le remplacement du maréchal Akromeev, promu conseiller personnel de Gorbatchev, par le colonel-général Moïsejev au poste de chef de l'état-major général ne changeant apparemment rien à leur signification, les Occidentaux se posent une série de questions encore sans réponse: les mobiles du secrétaire général sont-ils d'ordre économique seulement? L'armée soviétique se dégraisse-t-elle simplement de matériels vieilliss et d'effectifs de qualité inférieure? N'est-on pas en présence d'une «perestroïka» destinée à rendre cette armée plus cohérente et plus percutante? Une minutieuse analyse des faits à venir permettra seule aux experts occidentaux de répondre à ces questions.

Pour l'heure, on notera que, conférence de presse à l'appui, les spécialistes militaires soviétiques se sont donné une peine énorme pour démontrer que l'URSS abandonnait sa doctrine offensive pour une doctrine défensive – alors que, jusqu'ici, Moscou n'avait cessé d'affirmer qu'il ne s'organisait que pour se défendre... Toujours est-il que les Soviétiques n'envisagent ni de supprimer ni de raccourcir le service militaire général, que, de l'aveu de leurs porte-parole, beaucoup des matériels dont M. Gorbatchev a promis le retrait sont rouillés jusqu'au moteur, et qu'il est impossible de savoir si des engins récents seront également mis à la ferraille. Remarquons cependant que les forces soviétiques actuellement stationnées

en Europe centrale sont parmi les plus modernes, les mieux armées, les mieux instruites et les plus immédiatement disponibles de l'URSS. Toute réduction de leur potentiel contribuerait donc au rééquilibrage que les Occidentaux appellent de leurs vœux. Ce qui ne doit naturellement pas faire oublier que, avec les moyens modernes de feu, de mouvement et de guerre indirecte, des forces offensives peuvent à tout instant ressurgir des profondeurs de l'espace russe; que les doctrines d'engagement valent ce que valent les moyens de les mettre en action; que, à cet égard, les réductions annoncées par M. Gorbatchev laisseront les forces armées soviétiques à un niveau, dans un état et dans une implantation tels que leur aptitude à l'offensive restera intacte.

\* \* \*

Le réalisme dont les Occidentaux créditent le chef actuel du parti communiste soviétique n'implique d'ailleurs ni défaitisme ni abandon des grands objectifs politiques. L'évolution du conflit afghan le prouve abondamment.

S'étant engagée à retirer ses troupes, l'URSS fait néanmoins tout ce qu'elle peut pour conserver l'Afghanistan dans sa dépendance. L'armée de Kaboul lâchant pied régulièrement devant les attaques de la Résistance, Moscou, après avoir interrompu en septembre un retrait qui n'avait pas repris à la fin de l'année, n'a pas fait mystère de l'envoi, fin octobre, de nouvelles unités soviétiques mieux armées

que celles qui avaient évacué le territoire afghan. Dans le même temps, il livrait à son protégé Najibullah des missiles sol-sol SCUD-B et faisait intervenir ses bombardiers dans la bataille de Kandahar, toutes décisions qui ont causé au Pakistan au moins autant d'alarme que dans les rangs des Moudjahiddine.

Cela n'a pas entamé la détermination de la Résistance, mais a probablement facilité le contact direct qu'elle souhaitait avec l'ennemi. Au début de décembre, à Taïf, en Arabie saoudite, ce contact a été pris, en l'absence de Najibullah. Victoire diplomatique pour les Afghans, mais les choses ne se clarifient pas pour autant. Le Kremlin ne désespère pas de maintenir ses complices au sein d'un futur gouvernement «élargi», et brouille encore les cartes en abordant à Rome l'ex-roi Zaher Shah. Mieux: à New York, M. Gorbatchev s'est permis d'indiquer les voies à suivre pour résoudre le problème afghan. Comme s'il n'y avait pas qu'une seule et unique solution acceptable: le départ complet des Soviétiques, et la liberté rendue aux Afghans de décider seuls de leur destin. Pour l'heure, cette liberté doit encore se conquérir les armes à la main: pour l'anniversaire de l'invasion soviétique, les alliés locaux de l'URSS tentaient encore une offensive dans la vallée du Panchir.

\* \* \*

L'avenir dira si le 22 décembre 1988 marque vraiment «un tournant dans l'histoire de l'Afrique australe». En

tout cas, les deux accords signés ce jour-là, l'un entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba, l'autre entre ces deux derniers, sont d'importance et de conséquence.

Après l'accord provisoire de cessez-le-feu conclu le 8 août dernier, le gouvernement de Pretoria avait été, comme on sait, le seul à rapatrier les quelque 3000 combattants qu'il avait envoyés à l'aide de l'UNITA en lutte contre le régime de Luanda. Ce faisant, les Sud-Africains prenaient un gros risque, car de forts contingents de Cubains s'étaient avancés, au printemps, jusqu'à la frontière de la Namibie. Les négociations poursuivies, âprement, sous la houlette du sous-secrétaire d'Etat américain Chester Crocker, ont cependant abouti à une double convention de décrochage général qui ne prend son sens que si l'on lie l'un à l'autre les deux calendriers prévus.

Premier temps: à la date du 1<sup>er</sup> avril 1989, 3000 Cubains devront avoir quitté l'Angola, au moment où l'ancien Sud-Ouest africain, déclaré indépendant, entrera dans une période transitoire de sept mois aboutissant à l'élection d'une assemblée nationale.

Deuxième temps: en deux étapes, le gros des troupes cubaines – plus de 45 000 hommes – se retire d'abord au nord du 15<sup>e</sup> parallèle (1<sup>er</sup> août), puis au nord du 13<sup>e</sup> (1<sup>er</sup> novembre, date des élections en Namibie), la moitié du corps expéditionnaire étant censée se rembarquer à ce moment pour La Havane.

Troisième temps: le 1<sup>er</sup> juillet 1991, le solde des Cubains devra avoir quitté l'Angola, par échelons.

Si l'on ajoute à cela que Pretoria a annoncé la fin immédiate de son aide à l'UNITA, alors que l'Angola prétend continuer à aider les terroristes du Congrès national africain, on constatera premièrement que le conflit a de fortes chances de rebondir par le biais d'organisations assistées, et deuxièmement que les Cubains ont devant eux deux longues années pour agir encore au bénéfice du régime marxiste de Luanda et de la SWAPO qui ambitionne de s'approprier la Namibie indépendante. Ce qui signifie que l'UNITA va se trouver en position difficile, et que l'Afrique du Sud est exposée à un retour de flammes cubaines sans être certaine d'avoir gagné sur le plan politique intérieur et international.

\* \* \*

Retournons en Asie pour noter la confusion dans laquelle s'étire le conflit indochinois. Le Cambodge est toujours sous occupation militaire vietnamienne, réduite il est vrai. Mais les Khmers rouges ont profité de cette réduction pour mener, en octobre, la vie dure aux troupes du gouvernement de Phnom Penh. Si dure que celui-ci a dû faire appel à des renforts vietnamiens. De plus, il semble bien que les fidèles de Pol Pot ne se gênent guère pour étriller à l'occasion leurs alliés sihanoukistes ou nationalistes. De sorte que, dans le Sud-Est asiatique,

tout le monde craint comme la peste le retour des Khmers rouges au pouvoir, ce qui favorise évidemment la prolongation du séjour de l'armée vietnamienne. Les Chinois eux-mêmes commencent à se sentir gênés par le comportement de leurs protégés. De là à les lâcher, il y a de la marge, et surtout du temps. Celui qu'il faudra à Pékin pour trouver avec Moscou un compromis comportant l'évacuation du Cambodge par les Vietnamiens et l'installation à Phnom Penh d'un régime acceptable pour Hanoi.

Pour l'URSS, l'important sera sans doute de ne pas perdre les avantages stratégiques acquis en Indochine. D'autant que les Etats-Unis viennent de se faire confirmer, au prix fort, l'usage de leurs bases aux Philippines jusqu'à l'échéance, en 1991, d'un bail dont le renouvellement sera une épreuve capitale pour le président Bush.

\* \* \*

Depuis plus de quatre mois, Iraniens et Irakiens respectent le cessez-le-feu conclu l'été dernier. Ce qui a permis aux deux parties de procéder à une démobilisation partielle, mais laisse sans solution le différend fondamental qui porte sur le tracé de la frontière. Aucun des deux belligérants n'agitant la menace d'une reprise des hostilités, il est permis d'espérer à tout le moins la perpétuation d'un *statu quo* reposant pour tout le monde.

En revanche, l'optimisme n'est guère de mise devant l'évolution, si

l'on peut dire, de la situation au Proche-Orient. Le «remuement» qui dure depuis plus d'un an en Judée, en Samarie et dans la bande de Gaza n'a certes pas suffi à mettre en péril Israël, ni même le pouvoir de fait qu'il exerce sur ces territoires. Quant à la proclamation par Yasser Arafat d'un Etat palestinien inexistant, elle ne s'est pas accompagnée de la révocation, par l'OLP, de sa charte, laquelle postule l'élimination de l'Etat juif. C'est dire que l'on est encore et toujours dans l'épreuve de force. Celle-ci garde l'originalité singulière de se dérouler, pour l'essentiel, à l'extérieur d'Israël, plus précisément au Liban. Ce malheureux pays reste non seulement le champ clos où s'affrontent des factions rivales mais toutes ennemies des Israéliens, mais encore le lieu où s'arment et s'organisent toutes les entreprises dirigées

contre ces derniers. Avec pour conséquence inévitable et quasi rituelle les raids vengeurs de l'aviation et des commandos israéliens, l'avant-dernier en date étant celui du 9 décembre au sud de Beyrouth. On aura remarqué à cette occasion que la Syrie, puissance occupante, a pris grand soin de nier toute participation de son armée à l'affaire. Il reste que Damas, qui domine en fait le Liban, ne fait rien pour mettre un terme aux exploits des combattants palestiniens de l'extérieur.

De même que la Syrie couvre de sa bienveillante inertie les actions d'un terrorisme diversifié – attentats, prises d'otages – dont les victimes sont non seulement israéliennes, mais aussi occidentales. Les gouvernements occidentaux, cependant, déplorent et se courroucent, mais ne ripostent pas...

J.-J. C.



## Gay frères

Manufacture de bracelets  
et chaînes pour montres  
à Genève depuis 1835